

Encore une occasion ratée !

Le dégoût s'accroît, et la rage aussi, quand on voit que toutes les occasions de redressement, faute de courage ou de clairvoyance, n'aboutissent qu'à des capitulations nouvelles, qui rendent le redressement encore plus difficile.

On nous l'avait assez promis, depuis juin dernier, ce nouveau « bond en avant », qui nous libérerait de la tutelle financière de MM. Bonnet-Lazard frères, et ramènerait les socialistes à la direction du nouveau ministère, ministère de lutte, celui-là!

Résultat : les socialistes complètement éliminés du pouvoir; M. Bonnet revenant, épaulé par M. Marchandau; l'union nationale en bonne voie; le bond en avant se termine... à plat ventre, comme à la guerre; mais nous ne nous sommes guère rapprochés de l'objectif.

Il ne suffit pas d'avoir l'idée d'une manœuvre; il faut aussi avoir assez d'énergie pour l'exécuter, ne pas céder devant le bluff adverse, utiliser tous ses atouts, et, quelquefois, oser jouer quitte ou double.

Après cela, Sérol peut bien railler Bergery, de n'avoir pas, lui, obtenu le redressement; Sérol ignore, sans doute (pas pour longtemps, j'espère), que la grosse majorité des militants du Parti est infiniment plus proche de l'état d'esprit de Bergery (doctrine et anti-communisme mis à part) que de celui de notre groupe parlementaire.

Première faute : avoir capitulé devant Chautemps-Bonnet, sur la question du contrôle des changes, auquel on aboutira fatalement, mais trop tard, et qui se fera sans nous ou contre nous, parce que nous n'aurons pas eu le courage de l'imposer. La démission de nos ministres devenue alors une manœuvre parlementaire, dont les communistes eux-mêmes ne nous sauront aucun gré, et non une opération de clarification politique.

Deuxième faute (qu'on hésite à qualifier, celle-là) : la tentative de Blum de constituer un ministère de Thorez à Reynaud. Disons simplement que, sans aucun mandat du Parti, et contrairement à la volonté unanime de celui-ci, Blum a porté un coup mortel au Front populaire, en rendant de plus en plus possible et prochaine la réalisation de l'Union nationale... en attendant l'union sacrée. Comme bond en avant, ce n'est pas mal! Et nous avons bonne mine devant les communistes à qui nous avons reproché le Front des Français!

Troisième faute : la capitulation de Zyromski devant la motion Graziani. Zyromski aura beau nous répéter qu'il « n'a pas voulu cela », il ne changera rien aux faits, à savoir : 1° que la majorité du Conseil national avait expressément repoussé la participation et l'appui à un ministère Chautemps (première victoire du Parti sur son état-major);

2° que la motion Graziani ne retenait que le refus de la participation et donnait carte blanche au groupe parlementaire et à la C. A. P., ce qui ôtait à Zyromski tout droit de lui donner ses mandats.

Il semble clair que Zyromski a eu peur de voir sa motion, devenue majoritaire, appliquée par le Parti. Qu'il se débrouille avec ses partisans; mais tout le monde est fixé, maintenant, sur la valeur de son opposition.

Après cela, la capitulation du groupe et de la C. A. P. était logique, et même justifiée d'avance... et nous prenons la responsabilité,

devant les masses, de soutenir un ministère Chautemps - Bonnet - Marchandau - Frossard, etc., sans pouvoir même dire que nous avons des hommes sûrs à certains postes de commande, comme à l'Intérieur. Est-ce cela que le Parti a voulu? Inutile de formuler la réponse, elle est assez claire.

J'entends bien qu'on nous promet que, dans trois mois... on aura l'énergie qu'on n'a pas aujourd'hui. Nous connaissons la chanson, depuis la pause... On excuse toujours la défaillance du moment par une promesse d'énergie pour plus tard. Et, comme par hasard, à l'échéance, une nouvelle capitulation se produit, plus grave que les précédentes...

Comment en serait-il autrement? Tant que nous n'aurons pas opéré nous-mêmes, en ce qui nous concerne, le redressement nécessaire, le temps travaille contre nous.

Plus on ira, plus la situation financière sera catastrophique, et plus le gouvernement sera à la merci de la banque et de la finance internationales... et plus il nous sera difficile de prendre les mesures de salut public que Blum et Auriant n'ont pas osé prendre, alors qu'il était relativement facile de le faire.

Plus on ira, plus s'élargira le fossé entre l'état-major du Parti et les masses, plus les masses seront dégoûtées par la série des capitulations, écourées et découragées par la hausse des prix et la mauvaise foi patronale, prêtes aux révoltes désordonnées et par là vouées à l'échec, mais de plus en plus incapables de répondre à notre appel pour une action vigoureuse et coordonnée, seul moyen d'enlever les bastilles économiques qui nous arrêtent sur la voie des réformes profondes.

Plus on ira, plus le fascisme se renforcera, économiquement, politiquement, militairement; ce serait un erreur profonde de croire que la découverte de certains dépôts d'armes du Czar a affaibli, de façon sérieuse, la puissance offensive du fascisme.

Plus on ira, plus le danger extérieur sera menaçant, plus le règlement des conflits européens et mondiaux sera difficile, et plus les parlementaires seront incapables de résister au chantage de l'union sacrée... La prochaine fois, ce ne sera pas de Thorez à Reynaud, mais de Thorez à Marin ou à La Rocque que se fera le rassemblement national...

Devant ces évidences, que pèsent les arguments de ceux de nos parlementaires qui voient tout selon l'optique du Palais-Bourbon, et qui croient avoir tout sauvé lorsqu'ils ont obtenu une déclaration courtoise de M. Chautemps, à l'abri de laquelle M. Bonnet peut continuer sa politique?

Je laisse à de plus subtils le soin d'expliquer comment un ministère Bonnet est l'abomination de la désolation, et comment un ministère Chautemps, s'appuyant sur le même Bonnet, est digne de notre soutien.

Les coups de chapeau rituels au Front populaire nous laissent désormais complètement froids; nous avons entendu tellement de discours que nous en avons assez, et que nous ne sommes plus sensibles qu'aux actes.

Quant à ceux qui prétendent soutenir Chautemps à la Chambre, tout en le combattant dans le pays, ils jouent là un jeu déloyal, et même dangereux, que nous avons trop reproché aux communistes pour le prendre aujourd'hui à notre compte.

La vérité est que la politique de soutien est aussi compromettante que la participa-

tion, sans nous assurer les mêmes garanties. Nous gardons la responsabilité, devant le public, de la politique de M. Bonnet, sans avoir le bénéfice de l'action de Dormoy et de nos autres ministres. A tout prendre, mieux valait, peut-être, la participation. Et l'expérience de 1926 et de 1934 suffit à nous montrer où conduit la pratique du soutien à éclipses, le jeu des majorités de rechange, et l'instabilité et l'impuissance gouvernementales qui en sont la conséquence...

A l'heure actuelle, la situation est tellement compromise que seul un changement radical dans l'attitude du Parti peut la redresser. Seule une politique de franchise et de courage, se fondant non sur des formules périmées, mais sur un programme clair et précis, peut amener la formation d'un nouveau front populaire, plus cohérent et mieux armé que que l'ancien, dont M. Chautemps a prononcé l'oraison funèbre.

Peut-être même que seule une cure sévère d'opposition réveillera les masses désabusées et pourra refaire l'unité du Parti, tout en mettant les partis voisins, et notamment le parti radical, dans l'obligation de se prononcer nettement, eux aussi, pour un front populaire de lutte ou pour l'union nationale.

Ce n'est que chez nous que peut s'amorcer ce mouvement de clarification et de redressement et il faut que ce soit notre prochain congrès qui en donne le signal, si nous voulons rompre enfin la série des capitulations qui se poursuit depuis la pause, si nous voulons arrêter la marche au fascisme avant qu'il ne soit trop tard.

Et il est bien certain que la partie ne sera gagnée qu'avec l'entrée en lutte de toute la réserve de forces prolétariennes et démocratiques, actuellement désorientées et découragées; la stratégie parlementaire est, à elle seule, absolument impuissante; mais il faut commencer à redresser la situation au Parlement d'abord; il faut que la volonté profonde du Parti s'impose à notre état-major pour que notre Parti, par une attitude nette et courageuse, puisse enfin grouper, dans l'action, toutes les forces antifascistes du pays.

S. BROUSSAUDIER.

TRÈS IMPORTANT

CAMARADES, notez bien les adresses suivantes, pour améliorer notre travail.

Vente au numéro des CAHIERS ROUGES :

Seine : BREUILLARD, 197, rue du Bateau, à Aubervilliers.

Seine-et-Oise : ROUSSAT, 44, rue Lemerrier, Paris (17^e).

Province et colonies : BENSUSSAN, 17, rue Paul-Déroutède, à Bois-Colombes (Seine).

Tous versements doivent parvenir à **Anita SAUVAGE, 6 bis, rue Pocard, Levallois (Seine).** — Compte chèques postaux : Paris 351.44.

N'oubliez pas d'indiquer très exactement la destination de chaque versement : abonnement, abonnement de soutien, comité des Cent, souscription à la Caisse de solidarité, brochures de propagande G. R., etc.

FRONT DES FRANÇAIS ?

I. — « DE THOREZ A REYNAUD »

En ce printemps 1938, le temps presse. Nous ne demanderons pas, avec un sérieux de pape, si le ministère Chautemps est ou n'est pas un gouvernement de Front populaire, si le Parti a été méchant ou non de refuser à ses élus le bonheur d'y participer, si le soutien peut se soutenir, etc. Par delà cette formation provisoire, chargée de remplir le trou entre une Union nationale avortée et une Union nationale réussie, nous irons droit à l'avenir de demain et, pour cela, force nous est de revenir en deux mots à la crise ministérielle d'hier et à l'échec de la tentative « de Thorez à Reynaud ». Nous ne pouvons jeter pudiquement le manteau de Noé sur ce qui ne fut pas une défaillance provisoire ou un vertige passager, mais l'amorce consciemment jetée de l'Union sacrée imminente.

Résumons les faits. Malgré le scandale que représentait pour cet homme digne un second appel à un parti « marxiste », M. Lebrun appelle Léon Blum à l'Élysée. *Formellement mandaté par la C.A.P., par le Groupe parlementaire, par le Rassemblement populaire et par la Délégation des Gauches* pour former « un gouvernement émanant du Front populaire », le chef du Parti socialiste propose... « un gouvernement de Rassemblement national autour du Front populaire » allant « de Thorez à Reynaud »! Initiative *purement personnelle*, qu'il qualifiera par la suite d'« audacieuses... par euphémisme! Le premier moment de stupeur passé, le groupe parlementaire pleure d'enthousiasme devant une si touchante idée. Toute la presse délire d'admiration autour de cette Union sacrée avant la lettre. Comme les représentants du Parti socialiste ne partageraient peut-être pas l'allégresse générale, on juge préférable de ne pas leur demander leur avis. Sans Lebas (qui devait parler contre la participation et voter pour!), sans Bracke, sans les délégués de la G. R. à la C.A.P., on n'aurait même pas convoqué le Conseil national pour entériner... Du reste, quand celui-ci se réunit le lendemain, il n'a déjà plus à dire ce qu'il pense de la mirifique combinaison, qui a échoué, et échoué *uniquement du fait de Paul Reynaud*. Ce Français cent pour cent estime en effet que si l'on veut faire l'Union sacrée, idée louable en soi, il faut la faire jusqu'au bout, et aller « jusqu'à Marin ». Le C.N. n'aura donc à se prononcer que sur le plus banal des ministères Chautemps, tout doux, tout surré, et sur la plus banale des participations, qu'il repousse d'ailleurs à la consternation de ses chefs, malgré la coalition de tous les noms de ministres sur la motion Blum-Paul Faure. On ne lui arrache le soutien que par une véritable escroquerie de dernière heure, au nom du prestige déjà trop entamé du secrétaire général du Parti, démissionnaire!

« L'Angleterre espère que chaque Français fera son devoir... »

Mais qui paraît le plus content dans l'histoire, c'est encore, si nous en croyons notre presse, « l'Angleterre », c'est-à-dire la Cité de Londres : « *L'idée d'un grand ministère avec MM. Blum et Reynaud plaisait à Londres* », nous dit *Paris-Midi*, qui souligne le crédit de cet ancien ministre dans les milieux financiers londoniens, l'unanimité des éloges décernés à lui et à M. Bonnet. Alors, grande désillusion chez ces messieurs de la City, lors de l'échec? Non, sans doute, car il leur est resté une immense consolation, toujours si nous en croyons la presse : c'est la nomination du général Gamelin au grade de *chef d'état-major général* chargé du « *commandement unique dès le temps de paix* ». La *Tribuna* italienne, citée par *Paris-Midi*, commentait : « Cette nomination *intéresse particulièrement les Anglais*, car l'alliance britannique a pris au cours de ces deux dernières années un caractère de plus en plus nettement militaire. Si les Français, *traditionnellement adversaires des larges pouvoirs accordés aux généraux*, ont admis une telle nomination, c'est qu'ils considèrent comme grave la situation internationale. »

Sens de la formule « Thorez-Reynaud »

On ne prend pas grand souci de nous le dissimuler. Blum déclare sans ambages qu'il s'agit uniquement « de donner une *impression de paix sociale* au dedans, de *force nationale* au dehors ». Car le grand art de la politique, ce n'est pas de donner aux peuples des réalités substantielles, mais des « impressions » aux chancelleries et aux états-majors... A l'Époque, Kérillis mange sans pudeur le morceau : « *Dans l'éventualité d'une*

guerre », il faudra bien la faire, la réconciliation française! Toute la presse souligne dans l'initiative du chef S.F.I.O. la preuve évidente que « la situation internationale est grave ». Dans les milieux pacifistes et révolutionnaires, c'est, après la stupeur, la colère, l'épouvante, l'angoisse... Que peut-il y avoir de commun, en effet, entre M. Paul Reynaud et le Parti communiste, sinon le *souci de la défense nationale*, la course aux armements intensifiée, la militarisation de la nation contre « l'ennemi de l'extérieur »? Aussi comprend-on fort bien le sens très spécial du mot « antifasciste » appliqué au réactionnaire Paul Reynaud, et pourquoi, selon l'expression du *Populaire*, « Léon Blum entendait n'accepter le concours que de personnalités notoirement antifascistes » : il s'agit évidemment d'un « antifascisme » à usage *pure-ment externe*...

Le P. C., lui, dissimule à peine sa satisfaction de toucher enfin au pouvoir : *sans doute estime-t-il maintenant avoir à y remplir des tâches qui n'étaient pas mûres en mai 1936?* Les élus communistes prennent simplement la précaution d'enrober leur accord à n'importe quelle participation, dans la condition unique... et platonique : *fidélité au programme du Front populaire; ce qui n'engage vraiment à rien une fois qu'on tient le pouvoir... L'Humanité*, un peu gênée tout de même d'offrir aux ouvriers, pour leur petit déjeuner, un ministère Thorez-Reynaud, ne trouve qu'un commentaire : la reproduction ironique de l'appel lancé le 6 août 1936 par Thorez pour « le Front des Français »! Alors, le Parti socialiste avait fait un accueil si glacial à cette formule, que le P. C. tout confus avait offert humblement de renoncer au slogan... sinon à la chose! Juste revanche des précurseurs : le 17 janvier 1938, c'est le chef de la S.F.I.O. qui reprend l'idée...

« L'Angleterre espère que chaque Français fera son devoir... »

Mais qui paraît le plus content dans l'histoire, c'est encore, si nous en croyons notre presse, « l'Angleterre », c'est-à-dire la Cité de Londres : « *L'idée d'un grand ministère avec MM. Blum et Reynaud plaisait à Londres* », nous dit *Paris-Midi*, qui souligne le crédit de cet ancien ministre dans les milieux financiers londoniens, l'unanimité des éloges décernés à lui et à M. Bonnet. Alors, grande désillusion chez ces messieurs de la City, lors de l'échec? Non, sans doute, car il leur est resté une immense consolation, toujours si nous en croyons la presse : c'est la nomination du général Gamelin au grade de *chef d'état-major général* chargé du « *commandement unique dès le temps de paix* ». La *Tribuna* italienne, citée par *Paris-Midi*, commentait : « Cette nomination *intéresse particulièrement les Anglais*, car l'alliance britannique a pris au cours de ces deux dernières années un caractère de plus en plus nettement militaire. Si les Français, *traditionnellement adversaires des larges pouvoirs accordés aux généraux*, ont admis une telle nomination, c'est qu'ils considèrent comme grave la situation internationale. »

Sens de la formule « Thorez-Reynaud »

On ne prend pas grand souci de nous le dissimuler. Blum déclare sans ambages qu'il s'agit uniquement « de donner une *impression de paix sociale* au dedans, de *force nationale* au dehors ». Car le grand art de la politique, ce n'est pas de donner aux peuples des réalités substantielles, mais des « impressions » aux chancelleries et aux états-majors... A l'Époque, Kérillis mange sans pudeur le morceau : « *Dans l'éventualité d'une*

guerre », il faudra bien la faire, la réconciliation française! Toute la presse souligne dans l'initiative du chef S.F.I.O. la preuve évidente que « la situation internationale est grave ». Dans les milieux pacifistes et révolutionnaires, c'est, après la stupeur, la colère, l'épouvante, l'angoisse... Que peut-il y avoir de commun, en effet, entre M. Paul Reynaud et le Parti communiste, sinon le *souci de la défense nationale*, la course aux armements intensifiée, la militarisation de la nation contre « l'ennemi de l'extérieur »? Aussi comprend-on fort bien le sens très spécial du mot « antifasciste » appliqué au réactionnaire Paul Reynaud, et pourquoi, selon l'expression du *Populaire*, « Léon Blum entendait n'accepter le concours que de personnalités notoirement antifascistes » : il s'agit évidemment d'un « antifascisme » à usage *pure-ment externe*...

En attendant...

On voit que le ministère « d'attente » Chautemps ne perd pas son temps. Il a déjà réalisé en douce deux des vœux de notre vieil ami le général Brissaud-Desmaitels, qui demandait dans son rapport pour le fameux congrès radical (?) de Biarritz que « M. Daladier soit placé, *seul, dans un poste de commandement surélevé*, celui d'un ministre d'Etat coordinateur, assisté d'un chef d'état-major général investi de tout le pouvoir nécessaire pour donner des directives impératives aux trois départements de la Guerre, de la Marine et de l'Air ». *Tout cela est fait*. Le « commandement unique dès le temps de paix », réclamé à cor et à cri par M. Paul Reynaud, *combattu il y a un an encore par M. Daladier comme dangereux pour la liberté*, contenu dans cette fameuse « loi d'organisation générale de la nation pour le temps de guerre », que la *Lumière* a jadis stigmatisée comme une loi fasciste « d'organisation de l'armée contre la nation », et qui n'a pas encore pu être votée malgré les efforts surnois de l'Etat-Major depuis 1924, à cause de l'opposition de la gauche (et peut-être aussi des campagnes de quelques pacifistes et antimilitaristes avisés!), ce « commandement unique » vient d'être réalisé *par décret* à la faveur d'une crise ministérielle... Et ceux qui auraient douté de la valeur *politique* d'une telle mesure ont dû être suffisamment édifiés par l'orchestration parfaite avec laquelle notre presse « nationale » a mis en vedette la *concentration des pouvoirs* entre les mains des deux führers, MM. Daladier et Gamelin : « En France, *renforcement militaire* = renforcement politique », écrit *Paris-Midi* du 23, et l'*Intransigeant* met en vedette :

« Un chef unique. — *Politiquement* : M. Daladier, ministre de la Défense nationale, vice-président du Conseil. *Militairement* : Général Gamelin, nommé hier chef d'état-major général de la Défense nationale. »

La manœuvre vient de loin. J'ai sous les yeux le numéro en style d'alerte du *Petit Journal* du 17 novembre 1936 (celui de M. Patenôtre, pas celui de Casimir), qui, sous le titre suggestif : « Sommes-nous défendus? », réclamaît du béton et des canons, et présentait en deux photos symétriques un Daladier à la mèche napoléonienne et un Gamelin au fier regard, avec ce commentaire qui nous en faisait prévoir long : « Deux grands Français qui chaque jour travaillent à fabriquer la cuirasse de la patrie »! Dommage que cette cuirasse laisse passer les gaz asphyxiants et les bombes incendiaires...

Aussi, continuant nos prophéties d'il y a un an (après Biarritz), pouvons-nous annoncer à nos camarades la suite... Car la motion de Biarritz, cette heureuse motion dont une grande partie est dès à présent réalisée par les soins de M. Daladier (ce n'est pas comme les motions du Parti socialiste!), demandait encore pour M. Daladier « deux autres départements à créer d'urgence tant ils sont nécessaires à la Défense nationale : le ministère de la mobilisation industrielle et des fabrications de guerre, et le ministère de la *propagande nationale*, chargé de défendre de-